

gorien einteilen würde. Auf diese Weise hätten sowohl der Bundesrat als auch das die Budgethoheit genießende Parlament die Möglichkeit, die Ausgabenposten aufgrund der aktuellen Prioritätsordnungen festzulegen, und zwar unter Berücksichtigung der zur Verfügung stehenden Mittel. Nicht so weit, aber in die gleiche Richtung zielt die Motion II (Verzichtplanung) der Finanzkommission.

Die vom Bundesrat zur Ueberprüfung der Verwaltungstätigkeit einzelfallweise bereits unternommen hat, sind anzuerkennen. Die CVP-Fraktion erachtet aber eine systematische Ueberprüfung als notwendig und dringlich. Die Ueberprüfung hat nach Konzept, nach System und nicht zufällig zu erfolgen.

Die vom Bundesrat angesprochenen, bereits laufenden Abklärungen und Ueberprüfungen sind in den Gesamtzusammenhang zu stellen und können ohne weiteres in das Ueberprüfungskonzept integriert werden. Das gleiche gilt für die Umsetzung der Massnahmen aus dem Effi-QM-Projekt. Der starre Budgetrahmen zwingt das Parlament, will es seiner Verantwortung als oberste Budgetbehörde gerecht werden, frühzeitig Einfluss zu nehmen. Das kann es leider nur in grundsätzlicher Art und Weise tun. Diese Motion ist ein Schritt in die richtige Richtung.

In Nachachtung dieser Motion sind zukunftsorientierte Steuerungsmassnahmen zu treffen. Für die öffentliche Verwaltung sind Prioritäten zu setzen. Aufgaben, die an Bedeutung verloren haben, aber auch solche, die ein schlechtes Verhältnis zwischen Aufwand und Wirksamkeit haben, sind aufzugeben. Aufgaben, die zwar zukünftig auch erforderlich sein werden, jedoch wegen ihrer Art ebensogut von anderen Institutionen oder von der Privatwirtschaft erfüllt werden können – und zwar zu wirtschaftlichen Bedingungen, bei vergleichbaren Leistungen –, sind auszugliedern. Bei legislatorischen Massnahmen sind die Folgekosten mit einer entsprechenden Ueberprüfung im nachhinein fundiert zu ermitteln.

Die Motion II trägt weiter dazu bei, die kritische Finanzsituation in allen Bereichen der Verwaltung bewusst zu machen. Die Bewusstwerdung ist die erste Stufe für die Verwirklichung von Einsparungen.

Die CVP-Fraktion unterstützt die Motion III.

Bundesrat Stich: Der Bundesrat bittet Sie, die Motion II in ein Postulat umzuwandeln. Mit dieser Motion wird der Bundesrat beauftragt, eine systematische Ueberprüfung der Verwaltungstätigkeit (Verzichtplanung und Rationalisierung) vorzunehmen und die notwendigen Gesetzesänderungen zu unterbreiten. Es ist eine gewaltige Arbeit, wenn Sie die ganze Bundesverwaltung systematisch untersuchen wollen. Wir haben das bereits einmal mit McKinsey gemacht. Wir haben dort alle Bereiche untersucht, in Teilprojekte aufgeteilt. Das Ergebnis kennen Sie.

Sie gehen unseres Erachtens zu weit, wenn Sie das erneut verlangen. Denn wir haben Ihnen schon in der schriftlichen Stellungnahme dargelegt: Wir werden nicht darum herumkommen, im zweiten Sanierungsprojekt Abbaumassnahmen vorzuschlagen. Wir können nicht einfach sonstwo kürzen und bei uns selber nicht. Und wenn Sie schon wissen, dass wir daran sind, zu suchen, wo wir einsparen können, worauf wir verzichten können, so würde ich doch auch Sie bitten, Ihren Beitrag zur Verzichtplanung und Rationalisierung zu leisten und auch in dieser Hinsicht einmal etwas zu bieten. Denn wenn wir das als Riesenübung organisieren, setzt das voraus, dass wir Ihnen im nächsten Jahr für das übernächste Jahr einen Kredit beantragen, damit wir jemanden beauftragen können, ein entsprechendes Projekt auszuarbeiten und durchzuführen. Das kann ja nicht Ihr Wille sein!

Deshalb bitte ich Sie – bei aller Anerkennung des Wunsches, dass wir etwas einsparen sollen –, diese Motion in ein Postulat umzuwandeln.

Ich erinnere Sie auch daran, dass wir nach meiner persönlichen Erfahrung viel mehr Postulate und Motionen bekommen haben, die eine Ausdehnung der Bundesverwaltung zur Folge hatten, als umgekehrt.

Insofern könnten heute auch Sie einmal einen Beitrag leisten und wenigstens die Motion II als Postulat überweisen.

Abstimmung – Vote

Für Ueberweisung als Motion

81 Stimmen

Für Ueberweisung als Postulat

44 Stimmen

92.043

PTT. Voranschlag 1993

PTT. Budget 1993

Botschaft und Beschlussentwurf vom 21. Oktober 1992
Message et projet d'arrêté du 21 octobre 1992

Bezug bei der Generaldirektion PTT,
Viktoriastrasse 21, 3030 Bern
S'obtiennent auprès de la Direction générale des PTT,
Viktoriastrasse 21, 3030 Berne
Kategorie III, Art. 68 GRN – Catégorie III, art. 68 RCN

M. Comby, rapporteur: J'aimerais attirer votre attention sur trois points: tout d'abord, quelques observations générales, ensuite l'analyse sommaire du budget 1993 des PTT, et enfin quelques conclusions.

Tout d'abord, des observations générales. L'Entreprise des PTT exerce une influence significative sur l'ensemble de l'économie suisse. Durant ces dernières années, les PTT ont continué à jouer un rôle de régulation de l'économie par une politique active d'investissements. Les PTT poursuivent dans la même direction et prévoient, par exemple, d'investir près de 4 milliards de francs l'année prochaine. L'organisation des achats des PTT est articulée autour de trois domaines principaux: le parc des véhicules, soit quelque 15 000 unités, le matériel technique destiné à la transmission électronique et à la diffusion des nouvelles, soit environ 30 000 articles, et le solde du matériel pour les trois départements de l'Entreprise des PTT, soit environ 23 000 articles.

Il est indispensable de revoir les dispositions qui règlent l'approvisionnement ou l'achat de machines, de matériel et d'équipement, afin de faire jouer pleinement la concurrence sur le plan national et international. Une série de mesures ont déjà été prises dans ce sens par les PTT. Il est prévu de diminuer considérablement les coûts, notamment par une meilleure gestion des stocks – lesquels ascendent à quelque 700 millions de francs. En outre, les PTT poursuivront à l'avenir les efforts en vue d'une optimisation des structures de gestion de l'entreprise en réalisant notamment les objectifs suivants: gestion axée sur la clientèle et sur le marché, gestion souple et décentralisée, simplification de la marche des affaires, suppression de la bureaucratie et amélioration de la productivité.

Dans ce contexte, il est prévu à court terme d'accorder une large autonomie au secteur de la poste et des télécommunications dans les limites des objectifs fixés pour l'ensemble de l'entreprise. Dès lors, il faudra aussi redéfinir les tâches et les attributions du conseil d'administration, de la direction de l'entreprise et des divers secteurs. Sur le plan financier, il s'agira de présenter trois comptes complets et séparés, avec partage du bilan, et un compte général consolidé. En outre, il faudra bien se prononcer aussi sur un nouveau mode de gestion de l'entreprise à l'avenir, en lui confiant peut-être plus de compétences.

J'en viens à l'analyse sommaire du budget 1993 des PTT. Après avoir subi des pertes durant ces dernières années, les PTT renouent avec le succès en prévoyant un bénéfice d'environ 100 millions de francs en 1993 sur un total des recettes ou des dépenses qui gravite autour des 14 milliards de francs. En fait, le bénéfice supputé pour 1993 est plus élevé si l'on tient compte des prestations offertes par les PTT à l'économie générale, sans indemnisation, qui ascendent à près d'un demi-milliard de francs. Un groupe de travail de l'administration se penche d'ailleurs sur cette question et fera des propositions dans le courant de l'année prochaine. Il est réjouissant de constater que le

cash-flow, c'est-à-dire les fonds disponibles, augmentera de 37 pour cent par rapport à 1991 pour atteindre 2 milliards 873 millions de francs. Les investissements étant de l'ordre de 4 milliards de francs, le découvert d'un peu plus d'un milliard provoquera un nouvel endettement des PTT et grèvera par conséquent les comptes financiers des années futures.

Les produits d'exploitation augmenteront de 1231 millions de francs, soit de 9,6 pour cent par rapport à 1992. Nonobstant les mesures d'économies et de rationalisation, il est prévu d'augmenter à nouveau les tarifs en 1993. Jusqu'où peut-on aller avec des hausses de tarifs en gardant une bonne relation qualité-prix des prestations offertes, et ceci comparativement à d'autres pays? Les responsables de l'Entreprise des PTT nous répondent qu'il s'agit d'une simple adaptation des tarifs et que ces derniers se situent dans la moyenne des autres pays.

Toutefois, à l'avenir, il faudra être plus compétitif sur le plan international et, par conséquent, éviter de recourir à une solution de facilité qui consiste à prélever des tarifs plus élevés pour boucler les comptes. Les PTT en sont bien conscients. C'est pourquoi ils ont pris des mesures de rationalisation qui touchent, par exemple, le personnel de l'entreprise. En effet, la réduction de l'effectif du personnel atteindra près de 1500 postes en 1993, soit une diminution de 2,3 pour cent par rapport à l'effectif total autorisé en 1992 qui était de 64 622 personnes, sans les apprentis. La réduction des effectifs concerne 1096 personnes dans les arrondissements postaux et 378 dans les directions des télécommunications. D'une façon générale, la suppression des postes se fera par le truchement des départs naturels et par la régulation de l'effectif des auxiliaires.

La marge financière restera très étroite en 1993, et peut-être encore plus étroite si l'on tient compte du fait que les recettes ont été estimées de manière plutôt optimiste. Donc, la marge financière restera très étroite en 1993, avec un bénéfice supputé de 107 millions de francs. De plus, les incertitudes de la conjoncture devraient inciter les PTT, l'année prochaine, à intensifier les efforts de compression des coûts afin d'améliorer les résultats de l'exercice 1993.

Troisième point, quelques conclusions. La concurrence internationale deviendra plus aiguë à l'avenir. Les PTT n'échapperont pas à la règle. Ils devront être plus compétitifs encore. Toutefois je souhaite, pour ma part, que l'assainissement indispensable des finances des PTT ne se fasse pas au détriment des prestations d'intérêt général et aux dépens des régions périphériques de notre pays.

Au nom de la Commission des finances, il faut saluer la volonté, clairement exprimée par la présidence et la direction des PTT, de continuer à réformer l'entreprise afin d'améliorer nettement sa productivité, sans porter atteinte à la qualité des services offerts à la clientèle. Dans cet esprit, la commission vous propose à l'unanimité: premièrement, d'accepter l'arrêté fédéral concernant le budget financier de l'Entreprise des PTT pour l'année 1993; deuxièmement, d'accepter également l'arrêté fédéral relatif au supplément II au budget financier de l'Entreprise des PTT pour 1992. Je vous remercie de votre attention.

Frey Walter, Berichterstatter: Nach den Verlustjahren 1990 und 1991 legten die PTT für 1992 ein ausgeglichenes Budget vor, das sie auch zu erreichen erhoffen. Der Voranschlag 1993 hat zur Zielsetzung einen Unternehmungsgewinn von 107 Millionen Franken, dies bei einem Gesamtertrag von 14 Milliarden und einem Gesamtaufwand von 13,9 Milliarden Franken. Das ist einmal ganz 1 Prozent des Umsatzes, muss aber vor dem Hintergrund nicht abgegotener, sogenannter gemeinwirtschaftlicher Leistungen von 478 Millionen Franken betrachtet werden.

Ich gebe Ihnen nun die Eckwerte bekannt, auf denen der Voranschlag 1993 basiert, damit Sie sehen, wie schmal der Grat ist, auf dem sich die PTT bewegen: Sie rechnen im Jahre 1993 mit einer Steigerung des Bruttoinlandprodukts real von 1,5 Prozent, mit einer Teuerung von 3,5 Prozent, mit einem durchschnittlichen Zins der Bundesobligationen von 6 Prozent, mit einem Wachstum des Postverkehrs von 0,8 Prozent, des Telecom-Verkehrs von 4,4 Prozent, auf das ganze Budget

bezogen von plus 3 Prozent. Ob diese Annahmen richtig sind, wird das nächste Jahr zeigen.

Der Voranschlag enthält Chancen und Risiken. Hervorgehoben seien folgende neuralgische Punkte: Der Basiseffekt aus der Finanzrechnung 1992 macht etwa 50 Millionen, eine Nachfrageveränderung um 0,5 Prozent 100 Millionen, 1 Prozent bei der Personalteuerung 100 Millionen und eine Aenderung des Postcheck-Bodensatzes von 10 Prozent 100 Millionen Franken aus; Elastizität bei den Tarifmassnahmen ergibt auch eine Veränderung von ungefähr 100 Millionen Franken. Wie gesagt, der grösste Arbeitgeber der Schweiz mit über 60 000 Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern bewegt sich auf einem schmalen Grat.

Beim Cash-flow, den selbsterarbeiteten Mitteln, tritt gegenüber 1991 eine markante Verbesserung von 37 Prozent auf 2,8 Milliarden Franken ein. Diese Mittel reichen jedoch nicht aus, um die geplanten notwendigen Investitionen von 3,9 Milliarden Franken zu finanzieren. Die erneute Finanzierungslücke von über 1 Milliarde Franken lässt die Ueberschuldung der PTT steigen und wird die Rechnungen der kommenden Jahre belasten.

Von den geplanten Investitionen von rund 4 Milliarden Franken hat der PTT-Verwaltungsrat erst 85 Prozent freigegeben. Er wird sich im Januar 1993, nachdem der Finanzplan überarbeitet sein wird, entscheiden, ob auch die restlichen 15 Prozent noch freigegeben werden können.

Das Eigenkapital der PTT beträgt immer noch bescheidene rund 8 Prozent der Bilanzsumme.

Der Kostendeckungsgrad wird total mit 102 Prozent budgetiert, wobei die Postdienste nur 91 Prozent, die Fernmelde-dienste 110 Prozent dazu beitragen.

Mit ihrem Projekt OFS (Optimierung der Führungsstrukturen) haben die PTT Massnahmen eingeleitet – die ihnen ein unternehmerisches Handeln ermöglichen –: einerseits im Hinblick auf eine verstärkte Marktausrichtung, andererseits im Hinblick auf dezentralisierte und flachere Führungs- und Entscheidungsstrukturen, welche bessere Transparenz bezüglich der erreichten Leistungen in den verschiedensten Sektoren ergeben. Dazu ist der PTT-Führung zu gratulieren.

1993 soll der Gesamtaufwand gegenüber dem Voranschlag 1992 um 8,7 Prozent auf 13,9 Milliarden Franken, der Gesamtertrag um 9,5 Prozent auf 14 Milliarden Franken steigen.

Der grösste Teil des Aufwandes ist der Personalaufwand, welcher mit 5,9 Milliarden Franken oder plus 4 Prozent budgetiert ist. Es ist hier zu bemerken, dass trotz steigender Leistungen die PTT schon 1992 gegenüber dem Vorjahr mit rund 1300 Personalstellen weniger ausgekommen sind, 1993 einen Abbau von 1400 Personen vorsehen und auf die Jahre 1994 bis 1996 eine Reduktion um je 1500 Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter planen. Trotz dieser Zahlen sind im Budget 1993 bei den Personalaufwendungen rund 4 Prozent mehr Ausgaben vorgesehen. Zurückzuführen ist das auf eine budgetierte Anrechnung des vollen Teuerungsausgleichs von 3,5 Prozent sowie auf die Nachzahlungen an die Eidgenössische Versicherungskasse. Bis 1996 ist also vorgesehen, den Personalbestand um rund 10 Prozent zu senken. Dies soll nicht mit eigentlichen Entlassungen, sondern mit der natürlichen Fluktuation erreicht werden.

Rationalisierungsmöglichkeiten werden von den PTT auch in der Lagerbewirtschaftung geortet. Die heutigen Bestände von rund 700 Millionen Franken sollen auf die Hälfte zurückgehen. Das Departement Telecom soll bis 1996 jährlich Einsparungen von 700 Millionen Franken erreichen.

Auf der Ertragsseite strebt man eine Kostendeckung der Monopoldienstleistungen an, wie dies auch im übrigen Europa der Fall sei.

Bei den Sektoren, die nicht durch das Monopol abgedeckt sind, muss man sich preislich dem Markt anpassen, wie beispielsweise bei den nichtadressierten Zustellungen, wo zu hohe Tarife zu einem grossen Kundenverlust der Post geführt haben.

Durchschnittlich sollen die Tarife um 2,3 Prozent erhöht werden, wobei es in einigen Bereichen zu Senkungen, in anderen Bereichen zu grösseren Aufschlägen kommen wird.

Die Ausweitung der Dienstleistungen des Postcheckamtes

zielt nach Angaben der Generaldirektion nicht auf die Kreierung einer eigentlichen «Postbank» hin. Man möchte Kreditkarten einführen und gibt dem Kunden die Möglichkeit, kurzfristige Geldanlagen zu tätigen. Der Grund hierfür sei die Verbesserung der Rentabilität der Postcheckämter, da in Zukunft der Zahlungsverkehr allein die Kosten nicht mehr decken würde. Dass sich die PTT in dieser Beziehung bemühen, kann verstanden werden. Wo ordnungspolitisch die Grenze gesetzt werden muss, um das Bankengewerbe nicht übermässig zu konkurrenzieren, darüber werden wir uns zu unterhalten haben.

Dass sich die PTT bemühen, ihren riesigen Betrieb den liberaleren Marktbedürfnissen anzupassen, ist eine Tatsache. Die Auskünfte, die die Subkommission und die Kommission von den PTT in verschiedensten Bereichen verlangten, wurden prompt und kompetent erteilt. Die Kommission erhielt den Eindruck, dass die PTT ihre unternehmerische Führungsaufgabe ernst nehmen und in die Realität umzusetzen gedenken.

Details bezüglich des budgetierten Aufwandes und Ertrages sowie der geplanten Investitionen, der Verpflichtungskredite, des Abschreibungsaufwandes und des Finanzplanes 1994/95 können Sie der Botschaft des Bundesrates an die Bundesversammlung zum Finanzvoranschlag der PTT-Betriebe für das Jahr 1993 entnehmen.

Die Kommission beschloss einstimmig, ohne Enthaltung, dem Rat Zustimmung zum Finanzvoranschlag der PTT-Betriebe für das Jahr 1993 zu empfehlen. Auch beim Nachtrag II (Ad 91.031) empfehlen wir einstimmig Zustimmung. Der grösste Teil, rund 100 Millionen Franken, ist sogar indirekt ertragswirksam; es geht um die gute Nutzung der 156er-Nummern.

Züger: Einleitend folgende Feststellung: Die PTT machen Finanzpolitik à la Baron von Münchhausen. Nicht etwa, dass sie so brandschwarz lügen, aber sie sind wirklich daran, sich an den eigenen Haaren aus dem Sumpf zu ziehen.

Die PTT machen Ernst mit einschneidenden Kurskorrekturen, um das finanzielle Gleichgewicht wiederherzustellen. Neben der eingeleiteten Optimierung der Führungsstrukturen tragen markante Kostensenkungen erste Früchte; mit dabei sind – aus meiner Sicht: leider – ein rigoroser Stellenabbau und die schmerzliche Verkleinerung des Poststellennetzes.

Ein weiteres Element der Verbesserungen sind aber auch die unverzichtbaren Tarifmassnahmen, welche 400 Millionen Franken einbringen sollen. Dies alles ergibt also einen Budgetgewinn von 107 Millionen Franken – an und für sich ein schöner Gewinn, aber gemessen am grossen Umsatz klar zu wenig.

Als bedeutend schlimmer erachte ich aber die Finanzierungslücke zwischen Cash-flow und Investitionen im Gesamtbetrag von 1,1 Milliarden Franken, welche nun energisch bekämpft werden muss, wenn nicht explodierende Schuldzinsen alle anderen Verbesserungsbemühungen gleich wieder zunichte machen sollen.

Hier drängen sich die folgenden Massnahmen auf: Ausmerzungen oder mindestens Verkleinerung der gemeinwirtschaftlichen Leistungen, Attraktivitätssteigerung des Postcheckkontos mittels angemessener Verzinsung zwecks Erhöhung des dringend benötigten Bodensatzes, Ergreifen von Marktchancen und Nutzen von vorhandenen Marktnischen.

Mit Interesse habe ich das Experiment der Festgeldeinlage beobachtet. Hier gilt es, nächste Schritte zu tun. Die Banken wollen den Kleinkunden nach ihren eigenen Aussagen nicht mehr am Schalter, sondern am Automaten vor der Bank. Die PTT sind aber heute schon klarer Leader im Zahlungsverkehr: Nutzen Sie diese Chance!

Keine Bank hat 3000 Filialen wie die PTT, verstreut über das ganze Land. Niemand ist so vertraut mit Land und Volk wie der Pöstler, niemand genießt mehr Sympathie und Vertrauen bei der Bevölkerung. Der Postschalter wird auch niemals geschlossen wie Bankschalter in Thun und Luzern. Also nichts wie ran an den Speck! Warum schliessen die PTT Poststellen, warum vermindern sie Stellen? Erobern Sie die von den Banken wegen Unrentabilität geschmähten Kleinkunden zurück! Klären Sie deren Bedürfnisse ab – und rein in diese Nische!

Deregulieren Sie den Bankenplatz Schweiz auf Ihre Weise! Das sind meine Ratschläge als ehemaliger Pöstler.

Im übrigen habe ich noch zu melden, dass die SP-Fraktion dem PTT-Budget zustimmt.

M. Theubet: Dès lors que les PTT ont retrouvé le chemin de l'équilibre budgétaire et même l'espoir d'un bénéfice d'un peu plus de 100 millions de francs en 1993, après avoir connu les chiffres rouges ces dernières années, il serait mal venu d'élever critiques et reproches à leur encontre aujourd'hui. Au contraire, il convient de saluer les efforts déployés par la régie en vue de redresser la situation. C'est pourquoi le groupe démocrate-chrétien se dit satisfait de cette évolution et il approuvera en conséquence le budget qui en consacre les lignes principales.

Toutefois, nous ne pouvons soutenir inconditionnellement toutes les options prises ou à prendre dans ce contexte. Nous ne pouvons nous engager maintenant déjà, à suivre jusqu'au bout toutes les voies tracées dans le but de comprimer les coûts ou de tirer les recettes au maximum. En effet, au-delà des chiffres, si rassurants soient-ils, se posent plusieurs questions que les sous-commissions ont largement débattues.

Pour l'essentiel, notre groupe émet les remarques suivantes: nous sommes tout d'abord conscients du caractère aléatoire que revêt le présent budget, du fait des fluctuations qu'il peut subir et qui concernent notamment la demande de prestations de services, la compensation du renchérissement, l'élasticité des prix ou la modification des avoirs en comptes postaux, tous points susceptibles d'entraîner des écarts de l'ordre de 100 millions de francs chacun, par rapport au résultat escompté. La précarité de cette situation doit nous inciter à la prudence, tant en ce qui concerne les mesures de rationalisation que les mesures tarifaires. Cela nous amène tout naturellement à poser une fois de plus la question de savoir où se situe la limite de l'augmentation des tarifs, en fonction du rapport qualité-prix des prestations et en comparaison internationale. «Le trafic interne doit au moins couvrir ses coûts», nous dit la direction des PTT. Mais en ce qui concerne la poste, la régie n'est plus tout à fait libre de ses mouvements. Elle doit être attentive, même dans les secteurs monopolistiques. Le groupe démocrate-chrétien admet à ce sujet que le monopole a un prix, la difficulté restant d'en fixer le niveau et l'importance par rapport aux autres charges de l'Etat. Les prestations en faveur de l'économie générale ne sont pas des cadeaux aux cantons, comme certains tendent à le croire. Il s'agit d'une aide indispensable aux régions périphériques, que ce soit pour la distribution des journaux ou pour le service des cars postaux. Il faut voir là une manifestation concrète de la solidarité confédérale que nous entendons maintenir. Il est clair que nous ne pouvons pas, d'une part, exiger que les PTT soient gérés d'après les principes de l'économie industrielle et, d'autre part, leur imposer des charges croissantes au titre des prestations en faveur de l'économie générale.

Nous souscrivons donc à la création d'un groupe de travail mandaté pour étudier cette question. Mais il faut déjà compter avec certaines positions bien arrêtées. Ainsi, nous ne sommes pas les seuls à penser qu'on ne saurait renoncer brusquement aux prestations en faveur des petits journaux. De leur côté, les PTT sont résolus à ne pas ouvrir de nouvelles lignes de bus tant qu'une solution n'est pas trouvée dans ce domaine. Comme on pouvait s'y attendre, le réexamen de la compensation éventuelle des frais occasionnés ne s'annonce pas chose facile.

En matière de gestion toujours, nous relevons la volonté manifeste des PTT de poursuivre la réforme des structures et de réduire parallèlement l'effectif du personnel de 1500 unités par an, durant la période 1993 à 1996. L'information selon laquelle ces réductions pourront être effectuées dans le cadre des fluctuations normales du personnel écarte certaines craintes émises en regard de la situation difficile du marché du travail. Nous aimerions en outre obtenir l'assurance que ces réductions d'effectif se feront sans porter atteinte à la quantité ni à la qualité des prestations. Avant d'engager le processus, il nous paraît souhaitable d'épuiser toutes les autres possibilités de réaliser des économies. De manière générale, on doit re-

connaître que ces mesures de rationalisation tombent dans une période conjoncturellement très défavorable.

Sur un plan plus technique, nous constatons que le cash-flow ne suffit pas à autofinancer entièrement les investissements, ce qui entraînera inévitablement un endettement et, partant, une charge d'intérêts supplémentaires, d'où, de nouvelles difficultés en perspective. Nous nous en inquiétons d'autant plus que le président de la direction générale n'a pas caché que l'entreprise ne pourrait résister longtemps au surendettement résultant d'une insuffisance de financement de plus de 1 milliard de francs par année. Des solutions doivent être impérativement trouvées.

L'éventualité de la création d'une banque postale pose autant de problèmes qu'elle n'en résout. Ce service de placements pour le compte de la Confédération est-il rentable? Ne constitue-t-il qu'une simple concurrence envers les banques? A notre avis, le fait d'être leader dans le trafic des paiements et de vouloir le rester ne nous paraît pas une raison suffisante pour faire à tout prix de la régie une chaîne de guichets bancaires. L'expérience nous en apprendra davantage d'ici quelque temps.

Enfin, en relation avec les crédits supplémentaires qui seront demandés tout à l'heure, crédits compensés, il est vrai, par des recettes correspondantes, notre groupe s'est à nouveau préoccupé des retombées du service Télékiosque 156. Les conséquences financières pour certains abonnés peuvent prendre des proportions inquiétantes en regard de leur budget familial, comme l'a révélé une récente émission télévisée. Cela ne doit pas nous laisser indifférents. Qu'on le veuille ou non, nous assumons une part de responsabilité dans les excès que ce numéro 156 peut engendrer. Les revenus substantiels qui en résultent ne peuvent en aucun cas nous donner bonne conscience.

Cela dit, le groupe démocrate-chrétien acceptera le budget des PTT pour 1993, ainsi que le supplément II au budget pour 1992 (Ad 91.031).

Weder Hansjürg: Die PTT haben die Absicht, im nächsten Jahr einen Gewinn von bescheidenen 107 Millionen Franken zu erwirtschaften. Wir wünschen ihnen dazu viel Glück und drücken ihnen auch noch die Daumen!

Nach den Verlusten der beiden Vorjahre und einem ausgeglichenen Budget für dieses Jahr stellt dies immerhin einen – wenn auch bescheidenen – Fortschritt dar. Für einen Monopolbetrieb allerdings, wie das die PTT ja sind, ist dieses Ergebnis noch keine Glanzleistung, um dies ganz zurückhaltend auszudrücken.

Das unbefriedigende Budget für 1993 muss aber vor dem Hintergrund nicht abgegotener gemeinwirtschaftlicher Leistungen gesehen werden. Satte 478 Millionen Franken, also rund eine halbe Milliarde Franken, werden von uns, von der Allgemeinheit, für Leistungen nicht bezahlt, die die PTT in unserem Auftrag und im Auftrag des Bundesrates quasi vorschiesen. Hier muss doch endlich eine einvernehmliche und faire Lösung gesucht und gefunden werden! Den PTT ist nämlich beizupflichten, wenn sie endlich die Abgeltung dieser Leistungen verlangen.

Der Bericht Ihrer Kommission steht ja noch aus; aber ich nehme an, Herr Bundesrat, dass das nicht mehr lange so geht und wir hier endlich zu einer einvernehmlichen, fairen Lösung gegenüber den PTT kommen.

Die PTT treten auf dem Baumarkt als Grossinvestoren auf. Sie wollen 1993 rund 4 Milliarden Franken anlegen, wovon allerdings 1 Milliarde Franken noch nicht gedeckt ist. Diese Investitionen stellen für die arg gebeutelte Bauwirtschaft eine grosse Stimulation dar, was wir dankbar zur Kenntnis nehmen. Diese Dankbarkeit, Herr Bundesrat, verbinden wir mit dem Wunsch und der Hoffnung, dass es bei der Submission und Vergabung von Aufträgen wie bisher immer sauber zugeht und dass Günstlingswirtschaft bei den PTT auch zukünftig nicht vorkommt. Honni soit qui mal y pense!

Bekanntlich besteht seit kurzer Zeit die Möglichkeit, an den 3000 Postschaltern Bundesfestgelder zu zeichnen. So weit, so gut. Allerdings kann ich nicht in die Euphorie des Herrn Züger ausbrechen – wobei ich ihm aber beipflichte, dass es gut ist,

dass die Banken Konkurrenz bekommen –, denn es besteht die Gefahr, dass die PTT unfreiwillig zu Komplizen von Drogengeldwäschern werden.

Eine Frage der LdU/EVP-Fraktion dazu, Herr Bundesrat: Ist das Schalterpersonal genügend ausgebildet und vorbereitet, um solche Gefahren rechtzeitig zu erkennen und abzuwehren? Die Privatwirtschaft – in diesem Fall das entsprechende Bankpersonal – ist auf solche Ereignisse gründlich vorbereitet und kann bei Verdacht entsprechend handeln.

Obwohl wir für die Preisaufschläge der PTT, die ab 1. Februar 1993 wirksam werden, ein gewisses Verständnis aufbringen, sind wir keinesfalls begeistert davon. Wir würden es vorziehen, wenn zusätzliche Mittel auf dem Weg der Rationalisierung und Optimierung der Geschäftsabläufe gesucht würden und zukünftig von einem weiteren Griff ins Portemonnaie der Konsumenten abgesehen würde.

Ein Wort noch zu der von Bundesrat Ogi in Aussicht gestellten Privatisierung einzelner Teile der PTT: Das hatte er letztes Jahr in diesem Zusammenhang versprochen. Es gibt tatsächlich Sparten innerhalb der PTT, die sich zur Privatisierung eignen. Wir bitten den Bundesrat, auf jeden Fall darüber zu wachen, dass aus einem Staatsmonopol nicht über Nacht ein Privatmonopol wird, das nicht mehr politisch kontrolliert wäre und das sich in Windeseile auf dem Buckel der gebeutelten Konsumenten breitmachen würde. Mit einer allfälligen Privatisierung sollte auf jeden Fall eine entsprechende Monopol- und Kartellgesetzgebung einhergehen. Diese fehlt bei uns nach wie vor. Herr Bundesrat, ich lade Sie ein, hier auf beide Seiten Druck auszuüben.

Die LdU/EVP-Fraktion stimmt dem PTT-Budget zu und bittet Sie, das ebenfalls zu tun.

Hafner Rudolf: Die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter der PTT-Betriebe leisten mindestens im Vergleich mit ausländischen Postbetrieben immer noch eine gute bis sehr gute Arbeit. Wenn ich gleichwohl zum Betrieb der PTT noch einige kritische Anmerkungen machen möchte, dann betrifft das vor allem Vergangenes, das zum Teil, weil es grössere Finanzströme betrifft, auch auf die heutige Zeit Auswirkungen hat.

Es gibt viele verschiedene Grossprojekte der PTT – einige unter Ihnen haben die Bezeichnungen schon gehört: Apoco, Teletex, Terco, Kommunikations-Modellgemeinden usw. –, bei denen man sich Gedanken machen kann, wie sie in der Praxis abgewickelt wurden. Ich erinnere Sie daran, dass allein der Fall Apoco ein finanzieller Flop in der Grössenordnung von etwa 50 Millionen Franken war. Sollte die Zahl nicht stimmen, so bitte ich um Korrektur. Es gibt andere Projekte – Terco, Kommunikations-Modellgemeinden –, wo die finanziellen Ausfälle noch mehr ins Gewicht fallen. Als private Unternehmung könnten es sich die PTT kaum leisten, in der Grössenordnung von Dutzenden von Millionen Franken Fehlinvestitionen zu tätigen, ohne dass Konsequenzen gezogen würden. Meine Anfrage an Herrn Bundesrat Ogi: Wie ist es mit diesen Fehlinvestitionen?

Ich habe erfreulicherweise gehört, dass bei der Geschäftsprüfungskommission Untersuchungen laufen. Ist es vielleicht so, dass der Bundesrat von sich aus der Sache nachgeht und uns genauere Auskunft über die Verluste aus diesen grossen Projekten geben kann und darüber, welche Konsequenzen man allenfalls gezogen hat? Es muss nicht sein, das gleich Köpfe rollen. Auf der anderen Seite berührt es unangenehm, dass in Privatbetrieben nach solchen Vorkommnissen ernsthafte Konsequenzen gezogen werden: Man wäre der Meinung, dass, wenn die Führung der PTT glaubwürdig sein will, auch sie gewisse Konsequenzen daraus ziehen müsste.

Eine andere Frage ist, wie stark solche Grossprojekte gewichtet werden im Vergleich mit den Anliegen, die die breite Bevölkerung betreffen, sei das Briefpostverkehr, sei das Telefonverkehr. Mir scheint es, dass die Tarifgestaltung – z. B. bei der A/B-Post – in der letzten Zeit etwas «bocksprünig» vorgenommen worden ist, und wir stellen uns die Frage: Ist es so, dass dort, wo die breite Bevölkerung betroffen ist, die Tarife relativ stark angepasst werden, dass man damit aber z. B. bei Natel C, wo die breite Bevölkerung nicht so betroffen ist, eher

etwas zurückhaltend ist? Wir wären froh, wenn wir darüber Aufschluss erhielten.

Wir stellen aber auch fest, dass sich die PTT Mühe geben, gesamthaft einen guten Betrieb zu gestalten, und wir werden trotz diesen gewichtigen Vorbehalten dem Budget zustimmen.

Dreher: Namens der einstimmigen APS-Fraktion teile ich Ihnen mit, dass wir den PTT-Voranschlag ablehnen werden. Ich begründe das wie folgt:

Wir nehmen mit Genugtuung davon Kenntnis, dass das Unternehmensergebnis der PTT 106,7 Millionen Franken betragen soll und dass der Cash-flow um 11,8 Prozent steigen wird.

Was wir hingegen ablehnen, ist die Art und Weise, wie einmal mehr die Quersubventioniererei und die sogenannten gemeinwirtschaftlichen Leistungen fortgeschrieben werden. Da können Sie noch und noch Direktoren aus der Privatwirtschaft berufen; solange das nicht ändert, werden 478 Millionen Franken an Gruppen verschleudert, die es nicht nötig haben. Für die Bundeskasse ist das entgangener Gewinn.

Dazu einige Zahlen: Gemäss Rechnung 1989 beliefen sich die gemeinwirtschaftlichen Leistungen für den Postautodienst noch auf 112 Millionen Franken. Im Voranschlag 1993 figurieren 191 Millionen Franken! Wir haben also eine Zunahme um 70,5 Prozent bei einem Wirtschaftswachstum in der Vergleichsperiode von etwa 30 Prozent! Es ist ganz klar, dass hier Übermacht wird, die Kosten davonlaufen und es nicht Sache der PTT sein kann, Autobuskurse anzubieten, um Regionen zu erschliessen.

Wenn ein Kanton seine Regionen erschliessen will, ist das seine Sache. Wenn ihm das Geld dazu fehlt, soll er es über den Finanzausgleich beschaffen. Keinesfalls aber darf dieser Ausgleich im Rahmen der PTT-Rechnung und des PTT-Voranschlages stattfinden. Dafür sind sie nicht da!

Ein noch düstereres Kapitel ist die Subventionierung der Zeitungstarife. Ich komme jetzt das dritte oder vierte Mal darauf zu sprechen. Ich stelle fest: Seit 1989 ist mir keine Massnahme aufgefallen, die auf Aenderung dieser Regelung schliessen liesse, ausser dass gegenüber dem Voranschlag 1992 eine Reduktion von 20 Millionen Franken eintritt.

Was hier passiert, ist nichts anderes, als dass zum Teil millionenschwere Verlage auf Kosten des Steuerzahlers subventioniert werden. Wie ich schon mehr als einmal ausgeführt habe, können Sie irgendwelche Hochglanzmagazine, Erbauungsliteratur, pornographische Druckerzeugnisse und weiss ich was alles zu günstigen Tarifen auf Kosten des Steuerzahlers vertreiben. Das ist einfach nicht akzeptabel!

Ich muss mich schon fragen, Herr Bundesrat Ogi, wie viele Jahre man hier noch warten will, um diesen Unfug endlich einmal abzustellen. Einerseits klagt man, der Bund habe zu wenig Geld, und andererseits schmeisst man es über die PTT-Rechnung zu Hunderten von Millionen hinaus. Da komme ich nicht mit. Unsere Fraktion lehnt das ab, auch wenn man es «gäng so gmacht het».

Die Quersubventioniererei ist ebenfalls ein Unding. Wir haben auch das schon mehrfach angeprangert, aber es wird eben doch nichts geändert. Wer einen Brief schreibt, der telefoniert nicht. Wer ein Paket verschickt, der sendet keinen Telefax. Wir wollen doch auch hier einmal Tarifwahrheit und Tarifklarheit haben.

Was nützt es denn, wenn wir künftig das Briefporto verteuern? Dann weichen die Kunden eben auf den Telefax aus. Und immer zu sagen, das sei unsozial, ist gänzlich verfehlt. Schliesslich geht es doch um Leistungen, die der Staat anbietet, und diese Leistungen haben ihren Preis. Es handelt sich um kalkulierte Preise, und diese Preise müssen bezahlt werden. Bei den Banken müssen Sie ja die Leistungen auch bezahlen. Bankgebühren werden schliesslich auch nicht subventioniert. Die Monatsabrechnung der Bank kommt zu effektiven Dienstleistungspreisen, nicht zu staatlich subventionierten Belastungen. Es geht also um Leistungen, die klar umrissen sind und die bezahlt werden müssen. Und das Gerede darüber, dass das unsozial sei, ist nicht akzeptabel. Da können wir nicht folgen.

Darüber hinaus machen wir auch Fragezeichen zur Organisa-

tionstruktur. Wir fragen uns, ob diese Kreispostdirektionen – die man bereits 50, 60 oder vielleicht 100 Jahre hat – noch angebracht sind. Die PTT bestehen seit 1848 und sind der älteste Regiebetrieb des Bundes. Folglich sind sie im Sinne der schweizerischen Verwaltungstätigkeit durchverwaltet und durchorganisiert.

Man redet jetzt sehr viel von Deregulierung und Privatisierung. Das ist doch eine Illusion! Solchen Illusionen sollten wir ein Ende setzen. Wir müssen davon ausgehen, dass die PTT ein Teil der Verwaltung sind und das Beste daraus machen. Wären sie nämlich privatwirtschaftlich organisiert, hätte man im Parlament nicht den Voranschlag zu behandeln und zu genehmigen.

Wir können folglich nur dort eingreifen, wo wir die Möglichkeit sehen, die Rechnung zu verbessern. Dazu bieten sich nur zwei Möglichkeiten an: die Aufhebung der gemeinwirtschaftlichen Leistungen und die Schaffung klarer Verhältnisse.

Aus diesen Gründen weisen wir den Voranschlag zurück. Wir empfinden die Fortschreibung der gemeinwirtschaftlichen Leistungen zu Lasten des Steuerzahlers als Affront. Andererseits genehmigen wir – um das hier gleich zu sagen – die Nachtragskredite einstimmig.

M. Friderici Charles: Le budget 1993 des PTT marque une nette inversion des tendances puisqu'il dégage un léger bénéfice de 106,7 millions de francs. Le groupe libéral se réjouit de l'esprit qui anime notre grande régie qui a su réagir à temps pour redresser une situation qui, en 1990 et 1991, paraissait dangereusement compromise. Il ne faut cependant pas s'imaginer que la marge de manoeuvre des PTT est confortable; au contraire, elle reste infime. Le Conseil fédéral l'a souligné dans son message, cette embellie est le fait de la protection dont bénéficient encore les PTT dans certains secteurs de leur activité, comme le service des télécommunications qui couvre ses charges à hauteur de 110 pour cent.

Il n'en va pas de même du service des postes et, notamment, du service des transports de personnes. A ce titre, on peut se demander s'il ne serait pas possible, avant d'envisager de verser des indemnités pour prestations en faveur de l'économie générale, de réadapter certaines taxes.

Le rapporteur du groupe libéral sait qu'il ne se fera pas d'amis dans la presse. On peut toutefois se demander si, pour certaines publications qui sont bénéficiaires et qui distribuent dans le groupe – pas forcément dans le journal – des dividendes à leur actionariat, il ne serait pas envisageable de revoir à la hausse le tarif de distribution des journaux, car dans ce cas, et dans ce cas uniquement, on peut affirmer que les utilisateurs des télécommunications subventionnent par PTT interposées les actionnaires de la grande presse qui, parfois, est encore bénéficiaire.

En dernier lieu, le groupe libéral souhaite qu'à l'avenir les comptes des PTT soient plus transparents, notamment dans les domaines où les prestations de la régie sont en concurrence avec des entreprises privées. C'est notamment le cas pour le trafic des paiements, les comptes de chèques postaux rémunérés, les prestations de la poste non couvertes par la régie, les services exprès 142, etc.

Nous ne voulons pas ternir le tableau et remercions encore une fois la Direction générale des PTT pour l'important virage qu'elle a pris au cours de ces dernières années et les réadaptations qu'elle a faites dans ses services. Il faut toutefois se souvenir que ce n'est pas toujours aux utilisateurs des télécommunications de payer la facture d'autres services non rentables. La couverture des coûts doit aussi exister dans ces services.

Pour terminer, le groupe libéral vous recommande donc d'adopter le budget 1993 ainsi que le supplément II au budget des PTT.

Präsident: Die SVP-Fraktion teilt mit, dass sie dem Budget 1993 der PTT-Betriebe zustimmt.

M. Pini: Je n'ai pas été investi de l'honneur de représenter mon groupe. J'ai demandé la parole à titre personnel, mais je pense interpréter l'opinion du Parti radical démocratique

suisse en donnant mon assentimento à ce budget, au supplément II, et en exprimant quelques considérations que je ne peux faire qu'à titre personnel au sujet de la situation opérationnelle des postes et des télécommunications.

Permettez-moi d'exprimer ces considérations personnelles dans une langue officielle qui devrait être une des langues porteuses de l'ouverture internationale que les PTT se sont chargés de démontrer, c'est-à-dire en italien.

La Posta nel nostro Ticino – e sto sorridendo perché qualcuno sorride, pensando, chi sa, cosa posso raccontare dell'antico postiglione di Airolo, Passo del Gottardo, la Tremola, fino al Dazio Grande – era un po' il fiore al nostro occhietto, onorava un periodo difficile, l'inizio delle comunicazioni. E così lo è stato, portando questo braccio del traffico, del trasporto delle persone, delle merci, dei messaggi – anche dei messaggi amorosi, (la Posta) delle fedeltà e delle infedeltà umane. Questo braccio ha trovato poi il sostegno della Ferrovia; anche quest'ultima, on. signor Consigliere federale, attraverso il S. Gottardo.

Ce que je tiens à vous dire, c'est qu'en 1992, où tout doit être rationalisé, résumé, en fonction de l'épargne administrative et opérationnelle, il ne faudrait pas oublier que les postes doivent rester un de nos fleurons, mais il faut qu'elles se dirigent vers davantage de technologie. Je crois pouvoir dire, Monsieur le Conseiller fédéral, que nous subissons un certain retard technologique face à d'autres pays. Alors, si vous voulez épargner, je vous prie de ne pas le faire sur le dos des régions périphériques comme mon canton, ni sur le dos des jeunes et des auxiliaires – ce sont des cas que nous connaissons très bien dans le canton du Tessin. Vous avez prévu un renchérissement qui est supérieur à celui que donne le canton – cela va très bien – supérieur même à ce qu'octroie ma commune à ses fonctionnaires, mais attention de ne pas priver la poste tant qu'elle n'a pas ce niveau technologique supplémentaire pour les forces de travail qui ont besoin d'être aidées par cette région. Dans une situation conjoncturelle faible, un service public ne peut pas se permettre de guillotiner des places de travail, surtout celles occupées par la jeunesse.

Une deuxième remarque relative aux téléphones anonymes. Monsieur le Conseiller fédéral, si nous sommes forts sur le plan technologique, tâchez de dire à vos illustres spécialistes qu'il faut en finir avec la possibilité d'utiliser ce moyen de communication pour faire des téléphones anonymes qui sont en train d'assombrir une grande partie du pays, des consommateurs de téléphone, de simples usagers, donc des clients des PTT. En effet, technologiquement, nous ne parvenons pas encore à déterminer l'origine de messages anonymes.

J'émetts une dernière remarque relative à la compétition internationale. Si l'on veut être international – je l'ai déjà dit – il faut connaître au moins trois langues. Il faut avoir la possibilité, Monsieur le Conseiller fédéral, de rédiger un télégramme en allemand, mais aussi en italien à Zurich et en allemand au Tessin, ainsi qu'à Genève. Cela n'est jamais ou presque jamais le cas. Je vous dis franchement qu'il est difficile d'envoyer des télégrammes dans une langue qui n'est pas celle de la région, du lieu où la poste opère. Je pense que si l'on veut avoir ce caractère international, les fonctionnaires, les spécialistes, celles et ceux qui reçoivent nos messages doivent être en mesure de comprendre au moins trois langues nationales: l'italien – permettez-moi de la placer en premier – l'allemand et le français. Vive le romanche qui est aussi une langue nationale! Nous avons tout simplement quatre langues nationales. Il me semble que nous devons parvenir à ce but. Il faut garantir à l'usager suisse que les services des PTT puissent répondre dans les langues officielles sur les lieux mêmes des opérations.

Cela dit, le groupe radical – sauf un démenti, mais je ne le pense pas – soutient le budget 1993 et le supplément II au budget 1992.

On. **Maspoli:** Io, francamente, oggi non capisco più il mondo, non capisco più il nostro Parlamento. Ieri, il popolo svizzero ha detto chiaramente no a un progetto del Consiglio federale; oggi, in questa sala, sembra che chi sosteneva questo «no» debba addirittura vergognarsi perché ha incitato il popolo alla sua rovina.

Un anno fa, in questa sala, c'era gente che si lamentava per i preventivi che presentavano le PTT. Io, unitamente alla frazione dei Democratici svizzeri/Lega dei Ticinesi, ero tra questi, e l'anno scorso abbiamo rifiutato il preventivo.

Ebbene, questo preventivo, oggi, è tutt'altra cosa, è tutt'altra musica. E' un preventivo degno non solo di essere accettato, ma di essere appoggiato, ed io credevo veramente che questo Parlamento l'avrebbe fatto all'unanimità. Non è così: c'è ancora chi non è contento o chi si lamenta perché tutto d'un tratto oggi le nostre PTT risparmiano. Insomma, non si può avere l'amichetta e il soldino, come dice la ben nota pubblicità dell'altrettanto ben nota banca. Ma, se si vuole che i conti delle nostre PTT tornino nelle cifre nere, bisognerà pur accettare qualche sacrificio.

La nostra frazione ha preso atto con soddisfazione di questo preventivo e ha preso atto con soddisfazione del fatto che i progetti presentati l'anno scorso non si sono limitati ad essere delle parole vuote, delle parole scritte nel vento della politica, bensì si siano trasformati in fatti reali e tangibili. La nuova Direzione generale delle PTT ha dimostrato di possedere lo spirito manageriale necessario per condurre un'azienda di questa entità; ha dimostrato di voler migliorare in tutto e per tutto i servizi che le PTT offrono e ciò, risparmiando e ristrutturando, adottando misure valide e mirate.

Le cifre di questo preventivo sono state dette da chi mi ha preceduto a questa tribuna – io non voglio tediare con nude cifre. Alcune però vorrei dirvele. Benché le PTT abbiano avuto quest'anno 800 collaboratori in meno, e si noti bene: senza licenziare nessuno, ha rinunciato a 800 persone, ha svolto lo stesso identico lavoro dell'anno scorso; nessuno di noi si è accorto che i servizi postali funzionavano peggio perché non c'erano queste 800 persone che gravavano sul bilancio. Ecco, questo è lo spirito giusto con cui si tratta di affrontare i preventivi quando presentano delle cifre rosse. Ripeto: senza licenziare nessuno sono stati risparmiati 800 posti di lavoro.

Se l'Amministrazione federale facesse la stessa cosa che hanno fatto le nostre PTT, noi, molto probabilmente l'anno prossimo non ci troveremo in questa sala a dover praticare dei tagli lineari ai Cantoni e a dover rinunciare al latte di soccorso per i Cantoni Ticino, Vallese e Ginevra.

Ma la politica imprenditoriale, iniziata dalle PTT, porterà ancora frutti e benefici maggiori nei prossimi anni, e noi aspettiamo con ansia, ma con una certa tranquillità, anzi, io direi con tranquillità assoluta, perché l'impressione che si è avuta in commissione è che i nuovi responsabili delle PTT sanno il fatto loro; si tratta di persone capaci, oltre modo capaci e in grado di condurre l'azienda nel migliore dei modi. Poiché io ho sempre sostenuto che non esistono cattivi soldati, bensì solo cattivi ufficiali – sono contento che, nell'ambito delle nostre PTT, gli ufficiali siano ora di valore.

E' evidente che chi vuole criticare può sempre farlo. Signor Consigliere federale, Lei lo sa benissimo che c'è sempre ancora qualcosa da migliorare. Per esempio io credo che ancora oggi si spenda troppo nel settore delle corriere. Già l'anno scorso – gliel'avevo detto da questa tribuna – nelle nostre valli ticinesi ci sono degli autocarri immensi, lunghi da qui fino alla collega Jeanprêtre, che salgono nelle valli vuoti per ridiscendere altrettanto vuoti, rimontano vuoti e ridiscendono vuoti con non so quale scopo recondito. Ma è evidente, mi è stato detto l'anno scorso, che l'autista comunque deve condurli e che pertanto, anche se si comprassero autocarri più piccoli, non si risparmierebbe niente, anzi, si spenderebbe per comprare i camion o i torpedoni piccoli.

Ecco, io credo che in questo settore però qualche miglioramento sarebbe ancora possibile. Così abbiamo visto con un certo disappunto che in un momento di crisi congiunturale, in un momento di crisi quasi per dire strutturale, gli investimenti sono diminuiti. La risposta che già è stata data è che, se i soldi non ci sono non li si possono investire. Possiamo anche accettarla, ma io credo che proprio – e ciò nello spirito anticiclico che dovrebbe seguire un'azienda statale di monopolio come le PTT – maggiori investimenti sarebbero dovuti essere possibili.

Per terminare devo dare ragione al collega Dreher, quando dice che non tutti i giornali che vengono trasportati a tariffe ri-

dotte sono forse degni di questo privilegio. Sono anche d'accordo nel dire che al cittadino contribuente poco importa da dove vengono i soldi, visto che sono comunque sempre i suoi; se queste sovvenzioni vanno continuate, continueremo pure in questo modo. Però, è evidente che, qualora si dovessero prendere questi fondi da altre parti, le PTT potrebbero presentare un preventivo – e soprattutto un consuntivo – sicuramente più vantaggioso.

Io credo che il lavoro che le PTT stanno svolgendo oggi meriti l'appoggio di questo Parlamento – e io direi di più – l'ammirazione di questo Parlamento. Io La ringrazio, on. Consigliere federale, per il lavoro eccellente che Lei ha svolto in questo settore.

M. Comby, rapporteur: Je ferai quelques très brèves réponses.

Premièrement, M. Züger attire l'attention sur l'insuffisance du cash-flow, problème que tant M. Frey Walter que moi-même avons également mis en évidence, mais qui doit être posé en relation avec d'autres interventions, ce qui, dans la situation économique difficile actuelle, implique que les PTT continuent à jouer un rôle de régulation de l'économie. Ils le font, en 1993, avec un budget de 4 milliards de francs d'investissements.

M. Theubet soulève le problème du monopole en disant que le prix de ce monopole, ce sont précisément les prestations d'intérêt général qui sont offertes à l'ensemble de l'économie suisse. Il est tout à fait exact de dire qu'il ne s'agit pas là de cadeaux faits aux cantons, mais en réalité à l'économie générale du pays. Je précise qu'un groupe de travail mis sur pied par l'administration examine ce problème, et que des propositions seront faites au Parlement dans le courant de l'année prochaine. Je réponds d'ailleurs à M. Dreher dans le même sens.

Monsieur Theubet, en ce qui concerne le service Télékiosque 156 – auquel je ne suis pas abonné personnellement – nous partageons effectivement votre préoccupation, car, dans ce domaine, il y a eu dérapage et ce n'était certainement pas la volonté des PTT d'utiliser ce service à cette fin.

Par ailleurs, je voudrais signaler à M. Hafner Rudolf, qui a cité toute une série de projets méritant un réexamen, ceux réalisés durant les dernières années qui auraient conduit à un certain nombre de dépenses discutables. Pour ma part, je connais très bien deux projets en relation avec les «Gemeinde-moell» – sur 12 projets, deux ont été réalisés en Valais, l'un à Brigue et l'autre à Sierre – qui ont rendu d'éminents services, soit à la formation des jeunes, soit à l'économie. M. Pini disait tout à l'heure que les PTT devraient faire un effort supplémentaire dans le domaine technologique. Or, c'est précisément ce genre de projet pilote qui permet de réaliser des progrès dans la direction que certains souhaitent.

Ensuite, j'aimerais dire à M. Dreher que je suis très surpris par sa position. Monsieur Dreher, vous êtes membre de la Commission des finances, et celle-ci a accepté à l'unanimité le budget 1993. Peut-être étiez-vous absent, mais le procédé est pour le moins curieux!

Je dirai encore à M. Friderici Charles, qui demande que le tarif de distribution des périodiques soit revu, qu'il oublie sans doute que les périodiques sont distribués dans l'ensemble du pays et, encore une fois, ce seraient les régions périphériques qui seraient pénalisées par sa proposition.

Enfin, je remercie M. Maspoli qui appuie le budget des PTT pour 1993. Il a en effet raison de dire que les PTT ont «emboîtné» le problème, si vous me passez l'expression, et que l'année prochaine un bénéfice de l'ordre de 100 millions de francs sera réalisé par la régie fédérale. Il faut, à mon avis, saluer l'effort des PTT dans la bonne direction, ce que fait la Commission des finances.

Je dirai, en conclusion, à M. Pini que, pour ma part, je souhaite qu'à l'avenir les PTT continuent à envoyer des lettres d'amour. C'est peut-être une façon intelligente de combattre la morosité ambiante.

Frey Walter, Berichterstatter: Ich kann es ganz kurz machen. Mein Kollege Comby ist auf die einzelnen Fragen eingetreten. Es hat durchgeschimmert, dass die Frage der gemeinwirtschaftlichen Leistungen (Zeitungstarife, Postautodienst) ein Problemkreis ist; dieser wird von einer Kommission im Moment untersucht.

Herrn Dreher möchte ich sagen: Die PTT haben den Auftrag, diese gemeinwirtschaftlichen Leistungen zu erbringen. Ich kann mir vorstellen, dass die PTT auch froh darüber wären, wenn sie die Mittel für die diesbezüglich anfallenden Kosten nicht aufwenden müssten.

In bezug auf die Transparenz: Die Transparenz ist da, weil die PTT eine recht gute Profitcenter-Rechnung haben. Sie können aus den Unterlagen entnehmen, dass die Postdienste 91 Prozent ihrer Kosten decken, und die Telecom-Dienste – die Fernmeldedienste – decken 110 Prozent von dem, was sie an Kosten verursachen.

Im weiteren möchte ich sagen, dass die PTT-Leitung in den meisten Voten sehr stark gelobt wurde. Ich hoffe, dass sich dieses Lob in den nächsten Jahren dann in konkreten Zahlen ausdrücken wird.

Ich empfehle Ihnen noch einmal, Budget und Nachtrag II (Ad 91.031) anzunehmen und gutzuheissen.

Bundesrat Ogi: Wenn ich über diese Debatte einen Artikel schreiben und einen Titel setzen müsste, so würde ich schreiben: «Von Dreher geschlagen, von Maspoli gerühmt.» Das ist wohl das Fazit dieser Debatte, und gleichzeitig zeigt es die Gratwanderung, die die PTT zu gehen haben. Für die einen ist das Resultat sehr positiv, und die anderen finden immer wieder ein Haar in der Suppe.

Zum PTT-Budget 1993 ist von den beiden Referenten Comby und Frey Walter alles gesagt worden. Die Zahlen wurden auf den Tisch gelegt. Gute Noten wurden verteilt. Die PTT sind dafür dankbar, und es ist für die PTT motivierend, das zu hören. Ich konzentriere mich deshalb auf die Fragen, die im Rahmen dieser Debatte gestellt wurden. Aber zu Beginn doch noch etwas:

Das Budget 1993 der PTT sieht einen Unternehmensgewinn von über 100 Millionen Franken vor. Ich möchte aber gleich anfügen, dass die Wirtschaftslage dieses Budget natürlich beeinflussen kann; die Rezession wird uns begleiten. In diesem Zusammenhang muss ich sagen, dass die Rechnung 1992 leider auch mit etwa 100 Millionen Franken Defizit ausfallen wird. Das ist bedingt durch die Rezession, durch die schwache Wirtschaftslage, und das ist auch bedingt durch die Tatsache, dass die PTT-Leistungen 1992 nicht so benützt werden, wie das noch 1991 erhofft wurde.

Zu den Fragen, die im Rahmen dieser Debatte gestellt wurden:

Herrn Comby möchte ich sagen, dass es die Absicht der PTT ist, internationale Konkurrenzfähigkeit zu wahren und diese Konkurrenzfähigkeit noch zu verbessern. Wir werden Sie – so hoffe ich – bereits 1993, aber spätestens 1994 über Schritte, die getan werden müssen, orientieren können. Es ist ein Anliegen sowohl des Departements als auch der PTT, die internationale Konkurrenzfähigkeit zu verbessern.

Aber die PTT haben natürlich auch defizitäre Bereiche, und das ist in einem Land der vier Sprachen, in einem Land der 26 Kantone, in einem Land der Vielfalt, in einem Land mit Rand- und Berggebieten, Herr Dreher, nicht anders möglich. Wir können nicht nur an das goldene Dreieck denken, sondern wir müssen auch an die Rand- und Berggebiete denken, die auch versorgt und mit Dienstleistungen bedient werden müssen.

Die Mischrechnung ist vorläufig eine Notwendigkeit. Wir werden versuchen, diese Mischrechnung abzubauen. Die Stunde der Wahrheit wird kommen, wenn es darum gehen sollte – ich betone: sollte –, das P von den T zu trennen. Dann wird man sehen, ob Sie bereit sind, auch den zweiten Schritt zu tun.

Im Personalbereich, Herr Comby, versucht man, Härten zu vermeiden. Man versucht, keine Kündigungen vorzunehmen. Aber Rationalisierungen und Kostensenkungen sind notwendig. Deshalb haben diese Programme auch ihren Preis. Man kann nicht verlangen, dass die PTT die Kosten senken, wenn man ihr sozusagen verbietet, diese Rationalisierungs- und Kostensenkungsmassnahmen nicht nur zu planen, sondern auch durchzusetzen. Sie haben ihren Preis.

Herrn Frey Walter möchte ich sagen, dass das Wachstum des BIP um 1,5 Prozent, wie wir es für nächstes Jahr vorgesehen haben, sehr optimistisch ist. Es ist auch im Lichte des gestrigen Entscheids optimistisch. Aber die PTT haben im Budget diese 1,5 Prozent als Eckwert angenommen, und der Verwaltungsrat – Sie gestatten, Herr Frey, dass ich Sie korrigiere – hat für nächstes Jahr 80 Prozent, nicht 85 Prozent der Investitionen freigegeben.

Herr Züger hat uns das Prinzip des Barons von Münchhausen erklärt; dieser Baron von Münchhausen hat sich – wie er das richtig gesagt hat – mit eigener Kraft an den Haaren aus dem Sumpf gezogen. Dieses Prinzip des Barons von Münchhausen wollen auch die PTT anwenden. Das heisst aber auch Stellenabbau. Das heisst auch Reduktion der Poststellen, aber immer im Gespräch mit den Regionen, mit den betroffenen Gemeinden, immer auch im Bestreben, Lösungen zu finden. Diese Art und Weise des Gesprächs hat viel zum Verständnis beigetragen. Man hat in den Regionen und Ortschaften heute etwas mehr Verständnis, und zwar auch, weil von den PTT aus die richtige Sprache gesprochen wird, um in Absprache mit den Betroffenen das Richtige zu tun. Aber ich muss Ihnen sagen: Man kann natürlich den Pelz nicht waschen, ohne ihn zu netzen.

Dass eine Finanzierungslücke vorhanden ist, stimmt. Herr Züger als Kenner der Materie hat es ganz klar gesagt. Auch die gemeinwirtschaftlichen Leistungen – Sie haben es gesehen – betragen 478 Millionen Franken im Budget 1993. Aber diese gemeinwirtschaftlichen Leistungen sind natürlich auch ein Problem der leeren Bundeskassen. Wenn der Bund jetzt noch diese 478 Millionen Franken übernehmen müsste, dann würde das zu Ueberlegungen führen, ob die PTT diesen Betrag nicht übernehmen könnten.

Eine Arbeitsgruppe ist in Zusammenarbeit mit dem Finanzdepartement daran, dieses Problem zu lösen. Wir hoffen, Ihnen bei der nächsten Rechnungsablage Vorschläge unterbreiten zu können. Auch attraktive Zinsen haben Auswirkungen auf die Banken, Herr Züger, Sie haben es sehr fair gesagt. Auch in den Banken sind Menschen tätig; auch die Banken spüren heute die Rezession und die schwierige Wirtschaftslage. Beide sind auf einer Gratwanderung, und beide haben schwierige Passagen vor sich.

Herr Theubet, zur Nummer 156: Die PTT werden aus den Erfahrungen sicher lernen. Ich kann Ihnen sagen, dass ein neu konzipierter Dienst in Vorbereitung ist und schon demnächst angeboten werden kann.

Herr Weder Hansjürg hat auch die Abgeltung der gemeinwirtschaftlichen Leistungen angesprochen. Ich habe, wie gesagt, durchaus Verständnis. Aber ich habe Ihnen auch gesagt, dass es nächstes Jahr 478 Millionen Franken sein werden. Können Sie dem Bund noch zusätzlich 478 Millionen aufbürden? Ueberlegen Sie sich das, wenn Sie das Budget nächste Woche nochmals beraten. Das können Sie eben nicht!

Ich hoffe, dass wir eine Lösung finden werden. Es geht darum, auf der einen Seite die Leistungen zu berechnen – das haben wir getan: 478 Millionen Franken –; aber auf der anderen Seite muss man auch sehen, wo und wie die PTT vom Bund profitieren können. Das wird ein Aufrechnen geben; dann wird die Bilanz natürlich nicht 478 Millionen Franken sein, das wird dann weniger sein. Das Problem ist erkannt, aber die Lösung ist nicht so einfach.

In bezug auf die Geldwäscherei möchte ich Ihnen sagen, dass die Poststellen angewiesen wurden, in fraglichen Fällen Rückfragen bei der Generaldirektion der PTT zu tätigen. Die PTT nehmen im übrigen nur Schweizerfranken entgegen, was die Gefahr etwas reduziert. Dank dem dichten Poststellennetz haben die PTT-Angestellten auch recht gute Kenntnisse der betreffenden Kundschaft. Das würde ich wiederum als Vorteil bezeichnen.

Zu Herrn Hafner Rudolf: Gemäss Auskunft der PTT hat man Apoco heute im Griff. Die Kommunikations-Modellgemeinden waren ein Versuch. Ich habe Ihre Bemerkungen vom vorletzten und letzten Jahr noch in den Ohren; ich nehme das Ganze ernst. Ich kann Ihnen sagen, die PTT haben in bezug auf das Projektmanagement inklusive Controlling grosse Fortschritte gemacht; ich möchte Sie bitten, das einmal bei einem Besuch

der PTT zu sehen und Fortschritte anzuerkennen, wenn wir schon Fortschritte machen.

Ich möchte aber grundsätzlich sagen: Eine Grossunternehmung muss die Chance haben, Versuche im Massstab 1 zu 1 durchzuführen. Deshalb waren die Einsätze und die Investitionen in bezug auf diese Kommunikations-Modellgemeinden ein wichtiger Versuch, weil man daraus gewisse Erfahrungen hat sammeln können, die auch für die weiteren Grossprojekte wichtig sind, die in Angriff genommen werden müssen. Sie, Herr Hafner, verlangen, dass man hier eher weniger macht. Herr Pini hat gesagt, wir müssten eher mehr tun.

Zur Tarifpolitik noch folgendes: Die PTT gehen durchweg in Richtung kostengerechter Tarife; sie sind auf dem Weg dazu. Sie haben das Ziel angegeben. Sie haben das schon vor zwei Jahren gesagt, ich habe es nachgeschaut, und letztes Jahr wiederholt. Aber es braucht einfach etwas Zeit. Darf ich Sie um etwas Geduld bitten, Herr Hafner? Sie werden noch in diesem Rat erleben, dass es in Ihrem Sinne grosse Fortschritte geben wird.

Herr Dreher, zur «Quersubventioniererei»: Ich möchte eigentlich die Bemerkungen von Herrn Dreher mit Fragen beantworten. Haben denn die Randregionen die verbilligten Postautodienste wirklich nicht nötig? Man merkt, dass Sie nicht im Löt-schental oder im Maggital leben, sondern dass Sie das Glück haben, in Zürich zu leben. Kann man den Regionalverkehr ausschliesslich den Kantonen überlassen? Wenn ich daran denke, was Sie letzte Woche gesagt haben – ich habe gut zugehört, was Sie in bezug auf das Budget gesagt haben –, dann ist doch festzustellen, dass eine grosse Differenz besteht zwischen dem, was Sie letzte Woche gesagt haben, und dem, was Sie jetzt heute gesagt haben. Ist die Erhaltung einer vielfältigen Meinungspresse tatsächlich ein Verbuttern von Millionen? Im übrigen muss ich sagen: Die Tarifpolitik geht eindeutig in Richtung der Kostenwahrheit, aber auch hier braucht es etwas Zeit.

Zu Herrn Pini: Technologierückstand darf nicht einreissen, ich teile Ihre Auffassung und Ihre Sorgen – Herr Pini hört mir gar nicht zu, obschon ich schon einige Zeit zu ihm rede, offenbar sind seine Ausführungen doch nicht so wichtig; ich gebe mir Mühe, zu erklären, dass das wichtig ist! –; aus diesem Grund sind aber auch trotz Rezession Investitionen auf hohem Niveau nötig. Das Investitionsvolumen haben wir praktisch – auch international gesehen – auf sehr hohem Niveau stabilisiert, es beträgt rund 4 Milliarden Franken. Das heisst, ein Drittel des Gesamtumsatzes wird für die Investitionen eingesetzt, also ganz in Ihrem Sinn und nicht wie zu Zeiten, als noch die Postkutsche über den Gotthard fuhr.

Ich möchte Sie bitten, diesem Budget der PTT zuzustimmen; es ist ein gutes Budget. Es ist den PTT gelungen – wie das Herr Maspoli gesagt hat –, die Kosten in den Griff zu bekommen. Das ist in der heutigen Zeit nicht selbstverständlich. Mit Ihrer Zustimmung anerkennen Sie auch die Leistungen der über 60 000 Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter der PTT.

Dreher: 1. Herr Bundesrat Ogi, es geht nicht darum, dass die Randregionen nicht erschlossen werden.

Es geht darum, dass zu Lasten der Bundeskasse eine Leistung erbracht wird, deren Abgeltung zunächst einmal Sache der betroffenen Kantone wäre, die dann – wie ich das ausgeführt habe – ihre Leistungen allenfalls über den Finanzausgleich zurückverlangen könnten.

2. Zur Presseförderung: Alle grossen Zeitungen haben eigene Trägerorganisationen. Sie wollen mir doch nicht sagen, dass «Schöner Wohnen», «Computerworld», der «Schweizerische Sexanzeiger» und was immer zu subventionierten Tarifen verschickt wird, im Sinne der demokratischen Meinungsbildung notwendig sei.

Zu tun hat man es einfach mit einem alten Zopf, der einmal abgeschnitten gehört.

Eintreten ist obligatorisch

L'entrée en matière est acquise de plein droit

Bundesbeschluss über den Finanzvoranschlag der PTT-Betriebe für das Jahr 1993
Arrêté fédéral concernant le budget financier de l'Entreprise des PTT pour l'année 1993

Detailberatung – Discussion par articles

Titel und Ingress, Art. 1–4

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1–4

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Entwurfes

Dagegen

123 Stimmen

5 Stimmen

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

Ad 91.031

PTT. Voranschlag 1992. Nachtrag II
PTT. Budget 1992. Supplément II

Botschaft und Beschlussentwurf vom 21. Oktober 1992
 Message et projet d'arrêté du 21 octobre 1992

Bezug bei der Generaldirektion PTT,
 Viktoriastrasse 21, 3030 Bern
 S'obtiennent auprès de la Direction générale des PTT,
 Viktoriastrasse 21, 3030 Berne
 Kategorie III, Art. 68 GRN – Catégorie III, art. 68 RCN

M. Comby, rapporteur: Au nom de la Commission des finances qui l'a fait à l'unanimité, je vous recommande d'accepter la proposition relative au supplément II au budget 1992 des PTT. Je précise qu'il s'agit ici très largement d'une compensation, par une réduction des dépenses, d'une part, et, d'autre part, par une augmentation des recettes. D'ailleurs, la question se pose, à ce sujet, de savoir s'il ne faudrait pas revoir les dispositions en la matière, afin que l'entreprise dispose à l'avenir d'une marge d'autonomie un peu plus grande, en évitant dans de pareils cas de devoir présenter un supplément de crédit au budget.

Je vous invite donc à accepter ce supplément II au budget des PTT pour l'année 1992.

Frey Walter, Berichterstatter: In bezug auf den Nachtrag II, die Zahlungskredite für die PTT, können Sie alles Wesentliche aus Ihren Unterlagen entnehmen. Es sind insgesamt 225,8 Millionen Franken. Davon gehen 193,9 Millionen Franken auf die Erfolgsrechnung – vor allem die 156er Nummern – und 31,9 Millionen Franken auf die Investitionen.

Die einstimmige Finanzkommission empfiehlt Ihnen die Annahme dieser Nachtragskredite.

Eintreten ist obligatorisch

L'entrée en matière est acquise de plein droit

Bundesbeschluss über den Nachtrag II zum Finanzvoranschlag 1992 der PTT-Betriebe
Arrêté fédéral concernant le supplément II au budget financier de l'Entreprise des PTT pour 1992

Detailberatung – Discussion par articles

Titel und Ingress, Art. 1–3

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1–3

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Entwurfes

106 Stimmen

(Einstimmigkeit)

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

91.070

Für eine gesunde Krankenversicherung.
Volksinitiative
Pour une saine assurance-maladie.
Initiative populaire

Botschaft und Beschlussentwurf vom 6. November 1991 (BBI IV 985)
 Message et projet d'arrêté du 6 novembre 1991 (FF IV 961)

Beschluss des Ständerates vom 12. März 1992
 Décision du Conseil des Etats du 12 mars 1992

Kategorie III, Art. 68 GRN – Catégorie III, art. 68 RCN

Frau Segmüller, Berichterstatterin: 1992 ist bezüglich Krankenversicherung ein an Geschäften reichhaltiges Jahr. Es gilt daher die heute zu behandelnde Initiative in einem Gesamtrahmen zu beurteilen.

Am 16. Februar 1992 lehnten Volk und Stände die Volksinitiative «für eine finanziell tragbare Krankenversicherung», die sogenannte Krankenkassen-Initiative, deutlich ab. Das war ein Nein zu einer ins Uferlose steigenden Ueberwälzung der Kosten der Krankenversicherung auf den Bund.

Dagegen haben die Räte in der vergangenen Herbstsession einem dringlichen Anschlussprogramm an die im Dezember 1991 beschlossenen Sofortmassnahmen mit Tarifstopp im stationären und ambulanten Bereich und mit einem Prämienstopp zugestimmt. Dies ist als Versuch zu werten, die Kosten- und Prämienexplosion in den Griff zu bekommen.

Jetzt, in der Wintersession, behandelt der Ständerat in der dritten Woche als Erstrat die Totalrevision des Krankenversicherungsgesetzes (91.071). Unserem Rat obliegt heute die Behandlung der Volksinitiative «für eine gesunde Krankenversicherung». Diese Initiative der Sozialdemokraten und des Schweizerischen Gewerkschaftsbundes wurde 1986 mit 103 575 gültigen Unterschriften eingereicht.

Der Ständerat als Erstrat hat diese Initiative in der Märzsession 1992 mit 35 zu 2 Stimmen abgelehnt, in Übereinstimmung mit dem Antrag des Bundesrates. Diese 1986 eingereichte Initiative hat die gleiche Materie zum Gegenstand wie die 1985 eingereichte Initiative der Krankenkassen, nämlich die Einführung neuer Verfassungsbestimmungen über die soziale Krankenversicherung. Damit kommt Artikel 28 des Geschäftsverkehrsgesetzes zur Anwendung, wonach die eidgenössischen Räte nach der Volksabstimmung über die Krankenkassen-Initiative ein Jahr Zeit haben, um die Initiative von SP und SGB zu behandeln. Diese Frist läuft im Februar 1993 ab.

PTT. Voranschlag 1993

PTT. Budget 1993

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1992
Année	
Anno	
Band	VI
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	05
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	92.043
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	07.12.1992 - 14:30
Date	
Data	
Seite	2405-2413
Page	
Pagina	
Ref. No	20 022 025

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.